ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 23 décembre 1966, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions et la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économique des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents", a donné le 25 janvier 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e december 1966 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, van de wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten en van de wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben", heeft de 25e januari 1967 het volgend advies gegeven :

L'article 2 du projet a, notamment, pour objet d'introduire dans l'article 7 de la loi du 18 juillet 1959 une disposition identique à celle de l'article 4, alinéa 3, de la loi du 17 juillet 1959, aux termes duquel :

> "Lors de la demande de garantie de l'Etat, l'organisme de crédit doit faire connaître au Ministre compétent l'existence d'une sûreté réelle ou personnelle établie à son bénéfice. L'organisme de crédit qui omettrait de faire cette déclaration ou qui ferait une déclaration inexacte, perd le bénéfice de cette sûreté, qui sera considérée comme étant au profit de l'Etat; en outre, l'organisme de crédit sera rayé de la liste des organismes de crédit agréés aux fins de l'application de la présente loi".

Cette disposition soulève des difficultés.

1. Le texte prévoit que l'organisme de crédit doit faire connaître au Ministre compétent l'existence des sûretés "lors de la demande de garantie de l'Etat".

Or, parfois, des sûretés nouvelles sont données pendant la durée du prêt. Ce peut être le cas, par exemple, lorsque la valeur des titres donnés en nantissement diminue sensiblement. L'Etat a autant d'intérêt à connaître l'existence de ces nouvelles sûretés que des sûretés primitives.

2. Le texte porte que l'organisme de crédit "perd le bénéfice de cette sûreté qui sera considérée comme étant au profit de l'Etat".

.../...

Cette disposition n'est pas claire.

La loi du 17 juillet 1959 ne précise pas à quel moment le bénéfice de la sûreté est perdu et l'Etat substitué à l'organisme de crédit. Si cette substitution se produit de plein droit, du seul fait de l'omission de déclaration des sûretés obtenues, l'organisme de crédit ne pourrait poursuivre la réalisation de la sûreté en cas d'insolvabilité du débiteur, puisqu'il a perdu le droit d'en bénéficier et que ce droit est passé à l'Etat. Pour que celui-ci puisse exécuter la sûreté à son profit, il faut supposer qu'il soit devenu créancier pour avoir déjà rempli son obligation de garantie envers l'organisme de crédit.

3. Toujours dans l'hypothèse où la seule omission de déclaration des sûretés entraînerait automatiquement pour l'organisme de crédit la perte du bénéfice de celles-ci, on se heurtera également à des difficultés si le prêteur a réalisé les sûretés, sans les avoir déclarées, et s'adresse ensuite à l'Etat pour réclamer l'exécution de sa garantie.

Dans ce cas, bien que la sûreté soit censée exister au profit de l'Etat dès l'origine par suite du défaut de déclaration, cette sûreté sera illusoire puisqu'elle a déjà été réalisée par le créancier.

Si au moment de faire appel à l'Etat, l'organisme de crédit révèle la réalisation des sûretés non déclarées primitivement, aucune fraude n'aura été commise, mais une sanction s'impose-t-elle encore en pareil cas et laquelle?

.../...

Si, au contraire, l'organisme de crédit cèle les sûretés réalisées, quels seront les droits et obligations de l'Etat à l'égard de cet organisme?

Ces quelques difficultés, parmi d'autres qui pourraient encore être indiquées, prouvent à suffisance que le texte du dernier alinéa de l'article 2 du projet devrait être remanié; le texte correspondant de l'article 4, alinéa 3, de la loi du 17 juillet 1959 devrait être modifié de la même manière.

A cette fin, le Conseil d'Etat propose de choisir pour ces textes l'une des deux formules de rédaction suivantes, expliquées par des exemples qui en déterminent la portée.

Première formule.

"Lors de la demande d'octroi de la garantie de l'Etat, l'organisme de crédit doit faire connaître au Ministre compétent toute sûreté réelle ou personnelle établie à son bénéfice. Il doit également porter à la connaissance du Ministre les sûretés qu'il obtiendrait ultérieurement.

En cas d'omission de déclaration ou en cas de déclaration inexacte, la garantie de l'Etat, calculée en fonction de la valeur de réalisation des sûretés déclarées, sera diminuée de la valeur de réalisation des sûretés non déclarées. Toute somme versée par l'Etat au delà de la garantie ainsi diminuée devra lui être restituée.

.../...

Dans les mêmes cas, l'organisme de crédit sera, en outre, rayé de la liste des organismes de crédit agréés aux fins de l'application de la présente loi".

Exemple 1 (crédit de 5 millions consenti par un organisme privé).

| | |
|---|---|
| Valeur de réalisation des sûretés déclarées | 1 million |
| Valeur de réalisation des sûretés non déclarées | 2 millions |
| Garantie de l'Etat calculée en fonction de la valeur de réalisation des sûretés déclarées $\frac{5 - 1}{2}$ = | 2 millions |
| Cette garantie de 2 millions doit être diminuée des 2 millions constitués par la valeur de réalisation des sûretés non déclarées : | Reste 0. |

Exemple 2 (crédit de 5 millions consenti par un organisme privé).

| | |
|---|---|
| Valeur de réalisation des sûretés déclarées | 1 million |
| Valeur de réalisation des sûretés non déclarées | 1 million |
| Garantie de l'Etat calculée en fonction de la valeur de réalisation des sûretés déclarées $\frac{5 - 1}{2}$ = | 2 millions |
| Cette garantie de 2 millions doit être diminuée du million constitué par la valeur de réalisation des sûretés non déclarées : | Reste 1 million. |

Deuxième formule.

"Lors de la demande d'octroi de la garantie de l'Etat, l'organisme de crédit doit faire connaître au Ministre compétent toute sûreté réelle ou personnelle établie à son bénéfice. Il doit également porter à la connaissance du Ministre les sûretés qu'il obtiendrait ultérieurement.

.../...

En cas d'omission de déclaration ou en cas de déclaration inexacte, la garantie de l'Etat, calculée en fonction de la valeur de réalisation du total des sûretés effectivement obtenues, sera diminuée de la valeur de réalisation des sûretés non déclarées. Toute somme versée par l'Etat au delà de la garantie ainsi diminuée devra lui être restituée.

Dans les mêmes cas, l'organisme de crédit sera, en outre, rayé de la liste des organismes de crédit agréés aux fins de l'application de la présente loi".

Exemple 1 (crédit de 5 millions consenti par un organisme privé).

| | |
|---|---|
| Valeur de réalisation des sûretés déclarées | 1 million |
| Valeur de réalisation des sûretés non déclarées | 2 millions |
| Garantie de l'Etat calculée en fonction de la valeur de réalisation du total des sûretés effectivement obtenues | $\frac{5 - 3}{2}$ = 1 million |

Cette garantie de 1 million doit être diminuée des 2 millions constitués par la valeur de réalisation des sûretés non déclarées, mais il va de soi que la diminution ne peut dépasser le million (supra) que représente le montant de l'intervention de l'Etat, calculé en fonction de la valeur de réalisation du total des sûretés effectivement obtenues : Reste 0.

.../...

Exemple 2 (crédit de 5 millions consenti par un organisme privé).

| | |
|---|---|
| Valeur de réalisation des sûretés déclarées | 1 million |
| Valeur de réalisation des sûretés non déclarées | 1 million |
| Garantie de l'Etat calculée en fonction de la valeur de réalisation du total des sûretés effectivement obtenues | $\frac{5 - 2}{2}$ = 1,5 million. |
| Cette garantie de 1,5 million doit être diminuée du million constitué par la valeur de réalisation des sûretés non déclarées : | Reste 0,5 million. |

\+

\+ \+

Le projet soulève, en outre, les observations de forme suivantes.

Dans l'intitulé, il y a lieu de supprimer le mot "du" devant "la loi du 18 juillet 1959".

Article 1er.

Le liminaire suivant est proposé :

"Article 1er.-

Dans l'article 4 de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, l'alinéa 3, modifié par la loi du 14 février 1961 (voir avis), l'alinéa 4, modifié par les lois des 14 février 1961 et 30 juillet 1963, et l'alinéa 5, modifié par la loi du 14 février 1961, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 2.

Le liminaire suivant est proposé :

"Article 2.-

Dans l'article 7 de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, les alinéas 1er et 2, modifiés par la loi du 30 juillet 1963, et les alinéas 3 et 4, modifiés par la loi du 14 février 1961, sont remplacés par les dispositions suivantes :

" ... ".

Article 3.

Le liminaire suivant est proposé :

"Article 3.-

L'article 6, alinéa 3, de la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents, est remplacé par la disposition suivante :

" ... ".

---

Artikel 2 van het ontwerp bedoelt onder meer, in artikel 7 van de wet van 18 juli 1959 eenzelfde bepaling in te voegen als in artikel 4, derde lid, van de wet van 17 juli 1959 staat :

> "Bij de aanvraag om Staatswaarborg dient de kredietinstelling aan de bevoegde Minister kennis te geven van het bestaan van een te hare gunste vastgelegde zakelijke of persoonlijke waarborg. De kredietinstelling die deze verklaring mocht verzuimen of een onjuiste mededeling doen, verliest de gunst van deze waarborg, die zal worden beschouwd als zijnde gesteld ten gunste van de Staat ; bovendien zal de kredietinstelling van de lijst der met het oog op de toepassing van onderhavige wet erkende kredietinstellingen worden geschrapt".

Bij die bepaling rijzen moeilijkheden.

1. De kredietinstelling, aldus de tekst, moet het voorhanden zijn van een zekerheid ter kennis van de bevoegde Minister brengen "bij de aanvraag om Staatswaarborg".

Maar soms worden in de loop van de lening nieuwe zekerheden gesteld, bijvoorbeeld als de waarde van de in pand gegeven effecten sterk vermindert. De Staat heeft er evenzeer belang bij de nieuwe als de oude zekerheden te kennen.

2. De kredietinstelling "verliest de gunst van deze waarborg, die zal worden beschouwd als zijnde gesteld ten gunste van de Staat".

Dit is niet duidelijk.

.../...

De wet van 17 juli 1959 zegt niet, wanneer het voordeel van de zekerheid precies verloren gaat en de Staat in de plaats van de kredietinstelling treedt. Komt de Staat van rechtswege in de plaats van de instelling, alleen al doordat van de verkregen zekerheid geen aangifte is gedaan, dan kan de instelling bij insolventie van de schuldenaar die zekerheid niet doen realiseren : zij is op het voordeel van die zekerheid niet meer gerechtigd ; dat recht is op de Staat overgegaan. Wil deze de zekerheid te zijnen gunste ten uitvoer kunnen leggen, dan moet hij worden verondersteld schuldeiser te zijn geworden doordat hij zijn garantieverplichting jegens de kredietinstelling al is nagekomen.

3. Nog in de onderstelling dat de kredietinstelling door de niet-aangifte automatisch het voordeel van de zekerheid verliest, zullen ook moeilijkheden rijzen als de geldschieter de niet aangegeven zekerheden gerealiseerd heeft en dan de Staat gaat aanspreken om uitvoering van zijn waarborg.

In dat geval zal de zekerheid, ofschoon zij wegens de niet-aangifte geacht wordt van meet af ten voordele van de Staat te strekken, echter illusoir geworden zijn : de schuldeiser heeft ze immers al gerealiseerd.

Als de kredietinstelling de realisatie van aanvankelijk niet aangegeven zekerheden bekend maakt op het ogenblik dat zij zich tot de Staat wendt, is er generlei bedrog gepleegd. Is een sanctie dan nog nodig en, zo ja, welke ?

Houdt de kredietinstelling de gerealiseerde zekerheden daarentegen verborgen, welke rechten en verplichtingen heeft de Staat dan tegenover haar ?

.../...

Met die enkele moeilijkheden - nog andere kunnen worden aangehaald - is al voldoende de noodzaak aangetoond, het laatste lid van artikel 2 van het ontwerp om te werken en de overeenkomstige tekst onder artikel 4, derde lid, van de wet van 17 juli 1959 in dezelfde zin te wijzigen.

De Raad van State stelt voor, te werken met één van de onderstaande twee formules, waarvan hij de strekking telkens met voorbeelden heeft verduidelijkt.

Eerste formule.

"Bij de aanvraag om Staatswaarborg geeft de kredietinstelling aan de bevoegde Minister kennis van enige te haren gunste gestelde zakelijke of persoonlijke zekerheid. Ook van de zekerheden die zij naderhand mocht verkrijgen geeft zij kennis aan de Minister.

Bij niet-aangifte of bij onjuiste aangifte wordt de Staatswaarborg, berekend in verhouding tot de realisatiewaarde van de aangegeven zekerheden, verminderd met de realisatiewaarde van de niet aangegeven zekerheden. Iedere som die de Staat boven de aldus verminderde waarborg heeft betaald, moet hem worden teruggegeven.

In die gevallen wordt de kredietinstelling bovendien afgevoerd van de lijst van kredietinstellingen die voor de toepassing van deze wet zijn erkend".

.../...

Voorbeeld 1 (particuliere instelling heeft krediet van 5 miljoen verstrekt).

| | |
|---|---|
| Realisatiewaarde van aangegeven zekerheden | 1 miljoen |
| Realisatiewaarde van niet aangegeven zekerheden | 2 miljoen |
| Staatswaarborg berekend in verhouding tot realisatiewaarde van aangegeven zekerheden | $\frac{5 - 1}{2}$ = 2 miljoen |
| Die waarborg van 2 miljoen moet worden verminderd met de 2 miljoen realisatiewaarde van niet aangegeven zekerheden : | rest 0 |

Voorbeeld 2 (particuliere instelling heeft krediet van 5 miljoen verstrekt).

| | |
|---|---|
| Realisatiewaarde van aangegeven zekerheden | 1 miljoen |
| Realisatiewaarde van niet aangegeven zekerheden | 1 miljoen |
| Staatswaarborg berekend in verhouding tot realisatiewaarde van aangegeven zekerheden | $\frac{5 - 1}{2}$ = 2 miljoen |
| Die waarborg van 2 miljoen moet worden verminderd met een miljoen realisatiewaarde van niet aangegeven zekerheden : | rest 1 miljoe |

Tweede formule .

"Bij de aanvraag om Staatswaarborg moet de kredietinstelling de bevoegde Minister kennis geven van enige te haren gunste gestelde zakelijke of persoonlijke zekerheid. Ook van de zekerheden die zij naderhand mocht krijgen moet zij kennis geven aan de Minister.

.../...

Bij niet-aangifte of bij onjuiste aangifte wordt de Staatswaarborg, berekend in verhouding tot de realisatiewaarde van de gezamenlijke, werkelijk verkregen zekerheden, verminderd met de realisatiewaarde van de niet aangegeven zekerheden. Iedere som die de Staat boven de aldus verminderde waarborg heeft betaald, moet hem worden teruggegeven.

In die gevallen wordt de kredietinstelling bovendien afgevoerd van de lijst van kredietinstellingen die voor de toepassing van deze wet zijn erkend".

Voorbeeld 1 (particuliere instelling heeft krediet van 5 miljoen verstrekt).

| | |
|---|---|
| Realisatiewaarde van aangegeven zekerheden | 1 miljoen |
| Realisatiewaarde van niet aangegeven zekerheden | 2 miljoen |
| Staatswaarborg berekend in verhouding tot realisatiewaarde van gezamenlijke, werkelijk verkregen zekerheden | $\frac{5 - 3}{2}$ = 1 miljoen |
| Die waarborg van 1 miljoen moet worden verminderd met de 2 miljoen realisatiewaarde van niet aangegeven zekerheden. Die vermindering mag natuurlijk niet hoger liggen dan 1 miljoen (supra), dit is de Staatsbijdrage berekend in verhouding tot de realisatiewaarde van de gezamenlijke, werkelijk verkregen zekerheden : | rest 0 . |

.../...

Voorbeeld 2 (particuliere instelling heeft krediet van 5 miljoen verstrekt).

| | |
|---|---|
| Realisatiewaarde van aangegeven zekerheden | 1 miljoen |
| Realisatiewaarde van niet aangegeven zekerheden | 1 miljoen |
| Staatswaarborg berekend in verhouding tot realisatiewaarde van gezamenlijke, werkelijk verkregen zekerheden | $\frac{5 - 2}{2}$ = 1,5 miljoen |
| Die waarborg van 1,5 miljoen moet worden verminderd met 1 miljoen realisatiewaarde van niet aangegeven zekerheden : | rest 0,5 miljoen. |

\+

\+ \+

Over de vorm van het ontwerp is nog het volgende op te merken :

In het Franse opschrift moet het woordje "de" vóór "la loi du 18 juillet 1959" vervallen.

Artikel 1.

Voor artikel 1 wordt als inleidende volzin voorgesteld :

"Artikel 1.-

In artikel 4 van de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën worden het derde lid, gewijzigd bij de wet van 14 februari 1961 (zie advies), het vierde lid, gewijzigd bij de wetten van 14 februari 1961 en 30 juli 1963, en het vijfde lid, gewijzigd bij de wet van 14 februari 1961, door de volgende bepalingen vervangen :

"... " .

.../...

Artikel 2.

De inleidende volzin van artikel 2 leze men zo :

"Artikel 2.-

In artikel 7 van de wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten worden het eerste en het tweede lid, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1963, en het derde en het vierde lid, gewijzigd bij de wet van 14 februari 1961, door de volgende bepalingen vervangen :

"...".

Artikel 3.

Voor artikel 3 wordt als inleidende volzin voorgesteld :

"Artikel 3.-

Artikel 6, derde lid, van de wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"... ".

---

| La chambre était composée de | | De kamer was samengesteld uit | |
|---|---|---|---|
| Messieurs : de Heren : | G. VAN BUNNEN, | conseiller d'Etat, staatsraad, | président, voorzitter, |
| | J. MASQUELIN, | conseillers d'Etat, | |
| Madame : Mevrouw : | G. CISELET, | staatsraden, | |
| Messieurs : de Heren : | R. PIRSON, F. RIGAUX, | assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving, | |
| | G. DE LEUZE, | greffier adjoint, adjunct-griffier, | greffier, griffier. |

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.